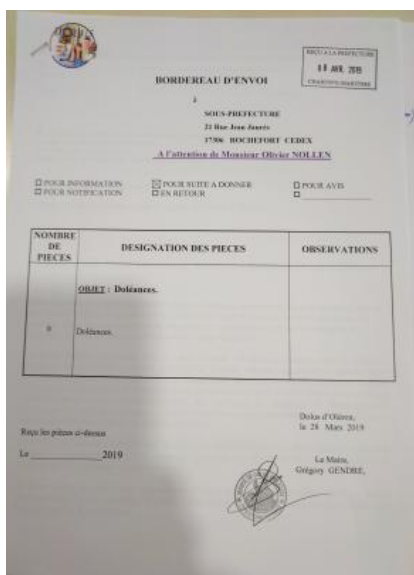


Dolus-d'Oléron

code INSEE : 17140

3187 habitants

Communauté de communes de l'Île d'Oléron



BORDEREAU D'ENVOI

1

SOUS-PREFECTURE
21 Rue Jean Jaurès
17100 ROCHEFORT CÉDEX
A l'attention de Monsieur Olivier NOLLET

☐ POUR INFORMATION
☐ POUR NOTIFICATION
☐ POUR SUITE A DONNER
☐ EN RETOUR
☐ POUR AVEU
☐

NOMBRE DE PIÈCES	DÉSIGNATION DES PIÈCES	OBSERVATIONS
	<u>OBJET</u> : Doléances.	
9	Doléances.	

Reçu les pièces ci-dessus
Le _____ 2019

Dolus d'Oléron,
le 28 Mars 2019

La Main,
Grégory GENDRE,

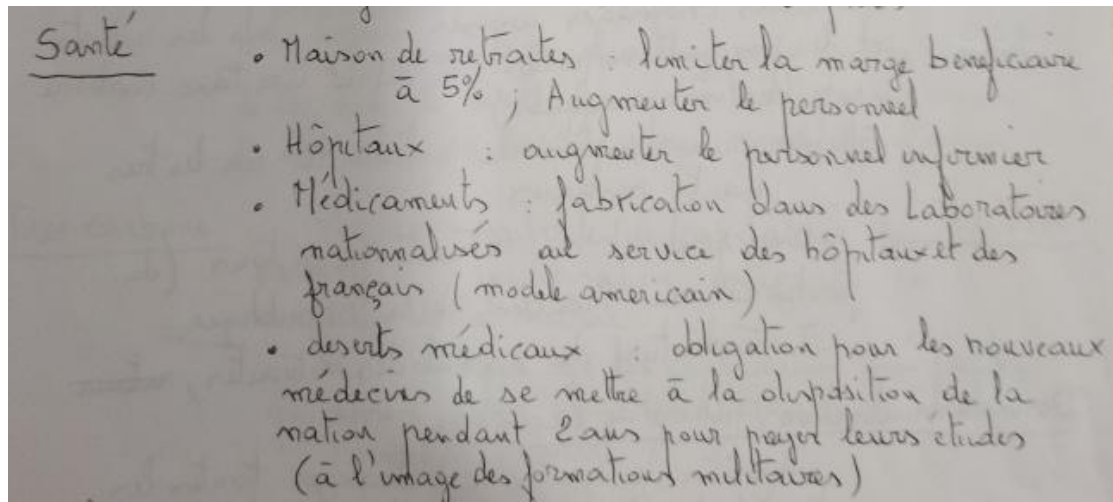
Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W118) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : feuilles volantes.

1^{ère} contribution datée du 8 décembre 2018.

Bordereau d'envoi à la sous-préfecture de Rochefort daté du 28 mars, pour « suite à donner », reçu à la préfecture le 8 avril 2019.

9 contributions.



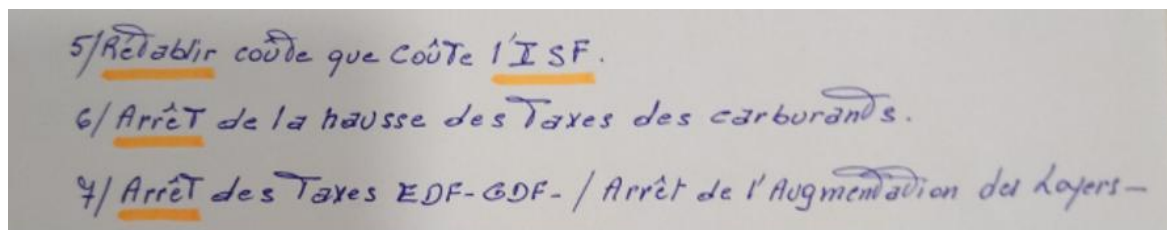
Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.

Que les causes des migrations forcées soient traitées.

ZERO SDF dans la rue

Que les demandeurs d'asiles soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.

Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Mail imprimé (1 page), 30 lignes, 402 mots (collectif)

[Mention manuscrite : fait par mail le 14/12/18]

De : Collectif des Petits Patrons et Artisans collectif.tpe@gmail.com

Date : samedi 8 décembre 2018 16:32

À : mairie@ville-dolus-oleron.fr

Objet : CAHIER DE DOLÉANCES - Mairie de Dolus-d'Oléron

Dolus-d'Oléron, le 8 décembre 2018

Objet : Cahier de doléances de la mairie de Dolus-d'Oléron

Collectif des Petits Patrons et Artisans – Antenne Dolus-d'Oléron

Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Dolus-d'Oléron et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le ministre Jérôme Cahuzac a instauré une taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33 % d'impôt sur les sociétés, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la taxe Cahuzac, soit 42 % ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumon économique de nos territoires.**

NOTRE REVENDICATION

**À INSCRIRE AU CAHIER DE DOLÉANCES DE Mairie de Dolus-d'Oléron
est donc la suppression, à compter du 01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC confiscatoire,
qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales.**

Merci à la mairie de Dolus-d'Oléron et à toutes ses équipes.

2. Dactylographié (majuscules), 40 lignes, 312 mots (homme)

[Tampon arrivée de la mairie : 05 FEV 2019]

[Mention manuscrite : OK mail le 05/02/2019]

GRAND DÉBAT NATIONAL / DOLÉANCES / 04 FÉVRIER 2019 / DOLUS D'OLÉRON 17550

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Sont des mots oubliés depuis longtemps par nos gouvernants !!!

JUSTICE SOCIALE ET FISCALE.

MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES ENTRE PAUVRES ET RICHES.

AUGMENTATION DU SMIC.

BAS SALAIRES – D'IMPÔTS.

HAUTS REVENUS + D'IMPÔTS.

PLUS D'ÉGALITÉ SALARIALE.

BAISSE DES CHARGES POUR LES PME ET MICRO-ENTREPRISES.

LES PLUS HAUTS REVENUS DAVANTAGE MIS À CONTRIBUTION.

TRANSPARENCE DES SALAIRES DANS LES ENTREPRISES.

NON-MAINTIEN DE LA SUPPRESSION DE L'ISF.

PLUS PERSONNE DANS LA RUE (sans-abris) EN FRANCE ET AU PLUS VITE.

ENCADREMENT DES LOYERS / LES PROPRIÉTAIRES DOIVENT FAIRE UN EFFORT.

SOUTIEN DE L'ÉTAT POUR LES ASSOCIATIONS QUI ŒUVRENT POUR : LE SOCIAL / LA PRÉVENTION / LA JEUNESSE / LES SÉNIORS / LA CULTURE POUR TOUS.

PLUS DE POUVOIR OU PLUS DE LIBERTÉ POUR LES MUNICIPALITÉS QUI SOUHAITENT OUVRIR DES LIEUX D'ACCUEIL POUR LES SANS-ABRIS, MIGRANTS, RÉFUGIÉS, PERSONNES EN DÉTRESSE.

RÉFORME DE L'ÉTAT / LES PUISSANTS DOIVENT PARTICIPER.

INTERDIRE LE CUMUL DES MANDATS / POLITIQUES / DÉPUTÉS / SÉNATEURS.

STOP : PLUSIEURS MANDATS / PLUSIEURS SALAIRES / PLUSIEURS RETRAITES / AVANTAGES FRAIS DE FONCTIONNEMENT.

TRANSPARENCE TOTALE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT / TRAIN DE VIE...

CONTRÔLE DES BANQUES / TROP D'ABUS POUR LES PLUS FAIBLES.

CONTRÔLE DE L'ÉTAT SUR LES DÉLOCALISATIONS DES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES EN FRANCE.

MOINS POUR LES ACTIONNAIRES ET + POUR LES SALARIÉS.

PARTAGE DU POUVOIR /ÉTAT ET CITOYENS.

MAINTIEN DES 80 KM/H SUR LES ROUTES CONCERNÉES.

INTERDICTION TOTALE DES PRODUITS DANGEREUX POUR LA SANTÉ DE LA POPULATION :
ALIMENTATION / AGRICULTURE / ENTRETIEN DES JARDINS.

PLUS DE CONTRÔLES SANITAIRES.

INTERDICTION TOTALE PESTICIDES / CHIMIQUES / GLYPHOSATE / ETC.

CONTRE LES ACCORDS TAFTA. ACCORDS UNION EUROPÉENNE ET ÉTATS-UNIS.

TAXER AU PLUS VITE LES GAFA EN France : GOOGLE / APPLE / FACEBOOK / AMAZON.

REDONNER CONFIANCE AU PEUPLE

RESTAURER LA CONFIANCE AVEC DES ACTES

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

[prénom] / Dolus d'Oléron le 04 février 2019

3. Manuscrit, 2 lignes, 13 mots

[Fiche petit format à entête Région Nouvelle-Aquitaine]

[Mention manuscrite : envoyé par mail le 21/02/2019]

11/01/2029 à Dolus-d'Oléron

Demander le retrait du nouveau compteur LINKY sur Dolus.

Merci.

4. Dactylographié (3 pages), 90 lignes, 887 mots (couple)

[Mention manuscrite : envoyé par mail le 21/02/2019]

[Prénom et Prénom NOM, Adresse]

(Revendications reprises, partiellement sur les revendications générales des Gilets jaunes de France)

Rétablissement immédiat de l'ISF.

Suppression de la CSG sur les retraites.

Indexation annuelle des retraites.

Relever le minimum vieillesse.

Pas de retraite en dessous de 1200 euros.

Moins de taxes.

Augmentation de l'allocation handicapée.

Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).

SMIC à 1300 euros net.

Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.

Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé (pas de retraite à point).

Fin de la hausse des taxes sur le carburant.

Autoroute : diminution du prix péages.

Favoriser les petits commerces des villages et centres villes (cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce), + de parkings gratuits dans les centres villes.

Grand plan d'isolation des logements (faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages).

Que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit.

Même système de sécurité social pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI.

Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket-restaurant et au chèque-vacances.

Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.

Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.

Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.

Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique).

Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.

Que les causes des migrations forcées soient traitées. ZÉRO SDF dans la rue.

Que les demandeurs d'asiles soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.

Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.

Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

Salaire maximum fixé à 15 000 euros.

Que des emplois soient créés pour les chômeurs.

Limitation des loyers. + de logements à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).

Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...).

Moyens conséquents accordées à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.

Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.

Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.

Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.

Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale.

Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.

Le référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures, alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.

Retour à un mandat de 7 ans pour le président de la République (l'élection des députés deux ans après l'élection du président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participait donc à faire entendre la voix du peuple).

Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple) droit à la retraite à 55 ans.

Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.

Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

Pas de prélèvement à la source.

Fin des indemnités présidentielles à vie.

interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.
Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

5. Manuscrit (encre bleue, mots soulignés en jaune), 25 lignes, 202 mots

[Tampon arrivée de la mairie : 9 JAN 2019]

[Mention manuscrite : envoyé par mail le 09/01/2019]

Principales revendications prioritaires et urgences des Gilets jaunes, dans un ordre conséquent = arrêt du conflit. Peuple -> État.

1/ Augmentation du SMIC brut de 1498,47 € pour 35 h à 1600.00 € (minimum).

2/ Enlever la CSG de sur toutes les retraites mise en place depuis janvier 2018.

3/ Verser un minimum pour les retraites : 1200 € (pour vivre dignement).

4/ Indexer le SMIC et les retraites sur le coût de la vie (ceci par une grille selon l'importance du niveau des salaires et des pensions (Nbre de classes ou de tranches à discuter) = augmentation pouvoir d'achat).

5/ Rétablir coûte que coûte l'ISF.

6/ Arrêt de la hausse des taxes des carburants.

7/ Arrêt des taxes EDF-GDF. Arrêt de l'augmentation des loyers - Assurances- Contrôle technique, etc.

8/ Baisse de la TVA à 19 %.

9/ Plus de SDF sur le territoire = + de 100 000... (promesse qui avait été faite pour ce nouveau quinquennat).

10/ Freiner drastiquement le flot migratoire.

Toutes autres revendications sont à discuter avec le RIC (Législatif/ Abrogatif/ Constituant/ Révocatoire), afin de rendre au peuple son rôle souverain.

De plus : A/ Baisser le nbre de députés, de sénateurs.

B/ Système électoral proportionnel.

Etc.

[Signature]

1 seule page – Remise en mairie mer. 09/01/2019 – Dolus d'Oléron.

6. Manuscrit (encre bleue), 13 lignes, 65 mots

[Tampon arrivée de la mairie : 10 JAN 2019]

[Mention manuscrite : fait mail le 10/01/19]

- Revalorisation des salaires (de tous les salaires).
- Hausse des retraites. Annulation de la CSG.
- Indexer les retraites sur le coût de la vie.
- Baisse de toutes les taxes.
- Transparence au niveau de l'argent des Français (que devient-il?).
- Baisse des dépenses de l'exécutif y compris des salaires.
- Moins de députés-sénateurs.
- Plus de moyens pour les petites communes rurales.

7. Manuscrit (encre bleue), 22 lignes, 152 mots (femme)

[Papier à lettre à entête de l'institut Pasteur + Mme [Prénom NOM] imprimé et Adresse à Dolus manuscrite]

[Tampon arrivée de la mairie : 09 MAR 2019]

[Mention manuscrite : envoyé par mail le 09/03/19]

Le 5 mars 2019

Revendication sur le Grand débat

Mesdames, Messieurs,

Ma principale revendication est le tout informatique d'ici 2021.

Âgée de 68 ans, n'étant pas du tout aguerrie à l'informatique et n'ayant pas du tout le désir de me former, je trouve inadmissible que toutes les administrations exigent de faire tous les papiers sur Internet.

Déjà au niveau du coût, s'équiper d'un ordinateur et d'une connexion Internet est une grosse charge.

Donc je demande que toutes les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas faire sur Internet puissent toujours avoir la possibilité de le faire par papier et courrier postal, et surtout de garder des points de contacts qui ne soient pas à 50 km voire 100 km de notre domicile car il y a également des problèmes de transport qui se greffent sur ces difficultés.

Je vous remercie de prendre en considération ma demande et vous adresse mes salutations.

[Signature]

8. Manuscrit (courrier), 10 lignes, 100 mots (femme)

Mme [Prénom NOM, Adresse]

[Tampon arrivée de la mairie : 09 MAR 2019]

[Mention manuscrite : envoyé par mail le 09/03/19]

Le 5 mars 2019

Mesdames, Messieurs,

La plus importante des revendications, c'est tout ce qui touche à l'informatique.

J'ai 86 ans. Je ne possède pas d'ordinateur donc pas d'Internet. Comment faire les démarches d'administration et autres ?

Je demande la possibilité de pouvoir continuer par courrier postal et de trouver sur l'île des contacts pour éviter l'isolement.

Je ne possède pas de voiture, donc pensez aux transports.

N'oubliez pas aussi tout ce qui touche à la santé, docteurs, spécialistes ; de ce côté, c'est le désert.

En espérant que vous prendrez ces demandes en considération, je vous adresse mes salutations.

Mme [Nom]

9. Dactylographié (4 pages), 120 lignes, 857 mots

[Tampon arrivée de la mairie : 15 MAR 2019]

Remarques, suggestions et doléances à transmettre à M. Macron, si l'humain est la première valeur et non l'argent.

Agriculture

- Ne pas ressemer l'ivraie lors des moissons ; ensacher ces graines indésirables comme cela se faisait il y a 40 ans.
- Revenir à un assolement triennal mais en associant trois agriculteurs qui à tour de rôle feront cette rotation.
- Interdire définitivement le glyphosate. On peut le remplacer par le sulfamate d'ammonium qui se transforme en sulfate d'ammoniaque.
- Traduire Monsanto pour crime contre l'humanité.
- Interdire les OGM : les études objectives à long terme ont montré leur dangerosité.
- Terres arables : bien de première nécessité, à préserver pour les Français. Hors marchés spéculatifs.

Santé

- Agriculture bio créatrice d'emplois.
- Maisons de retraite : limiter la marge bénéficiaire à 5 %. Augmenter le personnel.
- Hôpitaux : augmenter le personnel infirmier.
- Médicaments : fabrication dans des laboratoires nationalisés au service des hôpitaux et des Français (modèle américain).
- Déserts médicaux : obligation pour les nouveaux médecins de se mettre à la disposition de la nation pendant 2 ans pour payer leurs études (à l'image des formations militaires).

Éducation

Le terme de crétinisation serait plus approprié. Le Français moyen a deux cents mots à son vocabulaire, pour tomber à 20 dans les banlieues difficiles.

1^{ère} réforme : reconstruire le niveau des professeurs, reformer les médiocres, licencier les plus mauvais.

Revenir à la méthode syllabique.

Fiscalité et cotisations sociales

Égalité des citoyens et entreprises devant les taxes, impôts et cotisations sociales.

L'État n'a jamais budgétisé ni payé les cotisations de ses employés. Les multinationales non plus.

En contrepartie, les PME paient 75 % de ces cotisations et taxes (Fourcade dixit). Aujourd'hui ces 75 % sont devenus 82 %.

L'égalité entraînera une baisse des cotisations et par là du coût du travail.

Il est absurde que le travail soit pénalisé par les cotisations sociales. Ces cotisations doivent s'appliquer à tous les revenus (travail et revenus du capital).

Chômage : 1 seule et même indemnité pour tous.

Cotisations chômage assises aussi sur les robots et les produits importés (à défaut une taxe carbone sur ces mêmes produits).

Établir un impôt de solidarité sur les très hauts revenus.

Retraite

Une seule et même retraite pour tous (du jardinier au président de la République).

Interdiction du cumul des retraites,

Désindustrialisation, pillage de l'économie

Arrêter de vendre à l'étranger toutes les activités bénéficiaires (chantiers navals de l'Atlantique, aéroports de Paris, Toulouse, Française des jeux, Alstom, etc.

Administration, fonction publique

Baisse de tous les revenus supérieurs à 4000 €. Aucun salaire au-dessus de 15 000 €.

Obligation de s'en tenir à un strict et unique rôle de gestion. Toutes les activités techniques d'entretien ou de création doivent être redonnées au privé.

Responsabilisation des hauts fonctionnaires, des ministres sur leurs biens propres, à l'égal des patrons d'entreprises et artisans. Mitterrand est reparti enrichi après avoir multiplié la dette de la France par 6. C'est tout sauf de la responsabilité.

Grands musées et galeries

Le personnel est pléthorique. Une saine et économique gestion voudrait la création d'unités de gestion, privées, accréditées par un bail et se finançant sur les seules recettes des visites.

Prisons

- Ne pas mélanger petits et grands délinquants.
- Obligation de réinsérer les gens, avec formations professionnelles.
- Les très grands criminels, ceux qui relevaient de la peine de mort, pourraient être employés à déminer dans les anciennes zones de guerre.

Taxe carbone

- Pas de possibilité de capitaliser la taxe carbone ; réutilisation intégrale en sauvetage de la nature.

- Ne l'appliquer sur les carburants fossiles qu'après avoir offert des alternatives :

moteur hybride

- à eau de mer

- à hydrogène.

Solution provisoire : construire une petite voiture économique (4-5 places) avec moteur essence de 1,5 à 2 l aux 100 km pour 3500 à 4000 € avec crédit à 0 % sur 2 ans.

- Appliquer une taxe carbone sur tout produit importé (existant ou fabricable en France) au prorata de la distance et du moyen de transport.

Nouvelles énergies

- Solaire : développer le procédé israélien (100 fois + efficace).

Industries

En finir avec la vétusté programmée. Durée de vie d'un produit > à 20 ans et entièrement recyclable.

Emplois possibles

Dans agriculture bio.

Les filières de recyclages.

Les énergies propres.

Le social : hôpitaux, maisons de retraite.

L'industrie pharmaceutique à usage des Français.

Le nettoyage des décharges sauvages
des plages, des rivières.

La construction d'un moteur essence de 1,5 à 2 l aux 100 km.

Immigration

- Ne plus piller les pays du Tiers-Monde.
- Construire les produits à proximité des ressources de matières premières.
- Traiter l'immigration à la base : dans nos ambassades des pays concernés.

Europe

Appliquer les droits de l'Homme à tous les peuples européens. Décréter qu'un Roumain vaut moins qu'un Grec, valant à son tour moins qu'un Italien relève du racisme.

Conclusion : le principal frein à l'évolution, au progrès, ce sont les lois que nous avons édictées et derrière lesquelles nous nous cachons pour ne rien faire. De Gaulle disait : « Les lois sont faites pour être violées ». Faisons-le avec sagesse et discernement pour avancer humainement.

[FIN]